

## **RAPPORT MORAL BANCS PUBLICS 2023**

Je n'aurais jamais imaginé démarrer le rapport moral de cette année écoulée par le biais d'une rhétorique et d'une référence guerrière, par nature ce n'est pas de mon goût, et je pense qu'il en va de même de celles et ceux comme vous ce soir qui animent, soutiennent et s'investissent dans BanCS Publics.

Mais pourtant au regard des événements dans lesquels notre collectif a été plongé au cours de ces douze derniers mois c'est bien de cette évidence qu'il faut partir

Face à nous, nous avons pu d'abord voir s'ériger une force matérielle dévastatrice à l'égard d'une place, la place Aristide Briand. Et voyez vous, même là le terme: PLACE en devient militaire; place donc que cette force n'a épargné en rien ni en surface ni en ses profondeurs.

À la date du 14 février a commencé l'arrachage des premiers arbres de la place sous protection de 80 gardes mobiles équipés de deux canons à eau.

Un tel déploiement de force pour contrer une foule que l'on avait pourtant vu manifester calmement en nombre dans les rues de Sète quelques jours plus tôt le 11 janvier aux côtés de José Bové espérant à ce moment là pouvoir éviter encore ce premier massacre; un tel déploiement a eu donc pour effet de montrer du côté de qui se rangeait la force brute et sa démesure.

Les arbres arrachés, c'est à la date du 17 avril, autour du sol de la place que l'on commence à s'en prendre et les secousses sont si fortes que dès le 9 mai les premières fissures sont constatées dans des appartements surtout rue du 11 novembre.

Et que dire encore si ce n'est pour en rajouter davantage dans l'imagerie militaire que le 10 mai, soit 2 jours après la célébration de la fin de la seconde guerre mondiale, les engins de la place mettent à jour un blockhaus de la même guerre à hauteur de la rue Gabriel Péri, blockhaus qui après une courte, très courte interruption du chantier juste le temps de faire constater grâce à notre intervention son existence auprès des services de la DRAC, s'en ira rejoindre le tas de gravats qu'occasionnent les travaux.

Le rouleau compresseur est bien à l'œuvre et malgré les freins que pourraient lui avoir mis l'annonce le 17 mars d'un référé préventif en faveur des riverains de la place rien n'y fait. Pour preuve encore c'est le jour même où l'expert nommé par ce référé préventif commence sa mission par la rencontre contradictoire des 2 parties, soit le 23 mai que le premier béton est coulé sur la place, il s'agit du béton servant au guidage des parois moulées.

C'est bien une stratégie de destruction sans frein et de passage en force au bénéfice du projet qui s'opère là et que la seule résistance efficace qui prend corps face à cela c'est bien la terre elle-même de la place qui la constitue. En effet la roche présente largement surtout à la hauteur de la rue du 11 novembre est le premier élément naturel qui vient contrer cette oeuvre de destruction.

Et lorsque commence la phase de pose des parois moulées le 26 juin c'est conformément à ce que nous avons annoncé par le rapport des experts en hydrogéologie de Burgeap que nous avons commandé, que l'eau est entrée dans la danse des contrariétés pour la mairie et la SPLBT. Désormais la guerre éclair le

blitzkrieg chargé de faire plier toutes les résistances n'a plus lieu. La pose des parois s'enlissent jusqu'en novembre. Le chantier prend des mois de retard. Et dès lors plus rien n'est respecté par la partie adverse, les ouvriers fantassins triment dur et même la trêve symbolique à Sète de la Saint Louis initialement prévue ne s'applique plus.

De, ce qui aurait dû être une guerre éclair menée par nos opposants nous passons à une guerre de position, ne parlons pas encore de tranchée, où ceux-ci s'enferment et s'enferment sur le chantier qui depuis décembre tourne au ralenti et dont les frais de dépassement tourne en défaveur des contribuables locaux que nous sommes à déjà plus de 3 millions d'euros que réclame l'entreprise NGE à la SPLBT.

Cette situation est à ce point tendue que le maire excédé en tout, en vient à nous rendre responsable de tous ses problèmes au point de nous lancer cet incroyable anathème à l'égard de notre collectif " Bancs Publics? ces gens-là il faut les exterminer" lors du conseil municipal du 18 décembre de triste mémoire pour l'histoire de notre ville.

Ces paroles au-delà de leur indignité et de la menace qu'elles constituent en prolongeant encore un peu les références historiques à une période sombre de la dernière guerre mettent à jour surtout un système violent et de plus en plus répressif dans les mots et dans les actes.

On pense ici à l'arrestation et la garde à vue dont a été victime notre ami Silvain Pastor lors d'une intrusion pacifique et symbolique de notre part sur le chantier un certain 27 octobre.

À côté de cette répression s'ajoute aussi, l'espionnage et le flicage dont les membres de notre collectif sont l'objet comme nous l'apprend un article du journal Le Singulier au mois de juillet.

La vie publique à Sète se crispe au lieu de s'apaiser et le fonctionnement du conseil municipal en vase clos en est le symbole ainsi que les panneaux d'affichage qui disparaissent de nos murs. Et il ne nous reste que la rue lors de nos réunions hebdomadaires et les manifestations que nous créons qui nous rendent légalement visibles comme lors de la manifestation devant le siège de la SPLBT le 31 mai dernier ou lors de l'inauguration de la place dite Victor Hugo le 29 juin.

Face à nous donc c'est désormais toute la force d'un système piqué au vif et affaibli par ailleurs avec d'autres affaires concernant François Commeinhes directement, qui tente de se dresser encore pour nous abattre... Système bénéficiant à l'occasion d'appuis et de relais dans les ministères, la préfecture jusqu'au tribunal administratif de Montpellier qui finalement après nous avoir accordé un avantage dans le référé préventif décide à la fin de l'année de mettre fin à la mission de l'expert et de nous plonger dans une situation délicate sur le terrain judiciaire nous obligeant à reprendre souffle et à changer d'avocats dans nos affaires pour affronter le jugement sur le fond qui approche et aussi la citation directe contre les propos du maire qui se prépare. C'est ainsi que s'effectue en ce moment même la transition de Maître d'Albenas à Maître Fernandez et que 35 riverains plaignants ont confirmé la poursuite de leurs actions en justice

Pour conclure et pour sortir de la métaphore guerrière de départ nous assistons bien en ce moment à un pourrissement de la situation sur la place et de la position de nos adversaires

Y aurait t il donc pour paraphraser Shakespeare quelque chose de pourri au " royaume de Sète et autour de son King" quoiqu'il en soit pour notre cause que nous savons juste au regard de l'histoire de la ville et de sa population nous avons un devoir car il y a espoir, plus que jamais de ne pas baisser la garde ou comme on dit à Sète au moment des joutes de ne pas dépasser la garde et de rester dans la course ...

Ah mince encore une métaphore !

Mais plus agréable tout de même pour finir.

**CHRISTOPHE LALIA**  
**PRESIDENT ASSOCIATION « BANCS PUBLICS »**

**Sète le 08 février 2024**